

« Actions Volontaires pour l'Orientation et l'Information au Retour dans leur pays d'origine des étudiants de l'Afrique sub-saharienne en fin de formation »

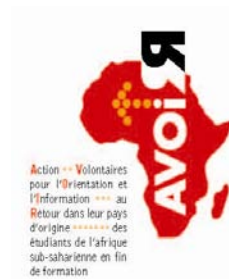
Projet cofinancé par la Commission européenne dans le cadre du programme RETURN



Retour volontaire étudiantin

En cette fin de première décennie du 21^{ème} siècle, la distinction traditionnelle entre pays d'émigration, d'immigration ou de transit s'estompe. De nombreuses réalités territoriales s'inscrivent en effet dans l'ensemble de ces dynamiques. Ce constat témoigne du fait que les individus, et en particulier les jeunes subsahariens, ne perçoivent pas nécessairement leur permanence sur un territoire africain ou européen comme la conclusion définitive de leur biographie migratoire. Les dispositifs de Retour Volontaire, voués à l'installation définitive sur le territoire d'origine, sont alors inadaptés. Sans plaider pour une approche d'un instrument de retour

spécifique à la jeunesse subsaharienne, le projet A.V.O.I.R met en exergue combien il est important d'interroger cette population sur cette question pour définir les nouveaux dispositifs de retour, compte-tenu de leur pratiques juvéniles en matière de NTIC, de leur niveau de formation et leur prédisposition à une mobilité intercontinentale et panafricaine. Les résultats sont probants: les prises de position des étudiants subsahariens invitent à gommer la distinction entre dispositifs de Retour Volontaire et Coopération décentralisée. Leur envie de retour est en effet fortement inspirée par un idéal de développement.



Focus :

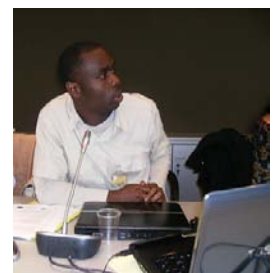
- Projet juste à Endroit juste
- Voir grand
- Approche sélective
- Recherche action
- Intégration

Nouveau pacte : Réalisation professionnelle, Développement local

Envisager la question du Retour Volontaire des étudiants subsahariens dans une perspective de développement, et non selon une approche de gestion des flux migratoires, suppose qu'il soit tenu compte des

expériences et résultats d'évaluation des dispositifs de Retour Volontaire et des politiques de coopération. La nouvelle structuration d'un programme de Retour Volontaire doit tenir compte de l'ensemble des lacunes et bonnes pratiques qui

garantiront aux jeunes un meilleur accomplissement personnel, et au territoire un meilleur développement. C'est alors aux autorités politiques et administratives, européennes et africaines, d'être capable de proposer de nouveaux outils.



Le projet juste à l'endroit juste



L'une des principales défaillances des programmes de coopération réside dans la fragmentation et duplication de projets, qui finissent par se concurrencer les uns les autres. Ce constat vaut particulièrement pour des projets à finalité sociale. Il est indispensable de prévenir toute situation de superposition, néfaste aussi bien pour le jeune que pour la communauté d'accueil du projet. Il semble qu'au jour

d'aujourd'hui, les activités de préparation, menées aussi bien dans le cadre des projets de développement que dans ceux du retour volontaire, n'aient pas été suffisantes. L'expérience démontre que les lacunes sont principalement liées au fait que l'analyse du contexte d'accueil du projet se limite à l'étude de l'environnement immédiat. Il faut désormais aller plus loin : les autorités africaines et les étudiants

subsahariens eux-mêmes doivent s'assurer que l'activité en gestation soit insérée dans un plan de développement local, entrant ainsi en synergie et non en conflit avec d'autres activités. La communauté locale doit aussi être pleinement impliquée dans la définition du projet d'activité pour que cette dernière génère développement local ainsi qu'épanouissement personnel et professionnel.

« ... Le statut d'étudiant en Italie n'encourage vraiment pas à rester en Europe, à la différence certainement d'autres pays européens... »

Voir les choses en grand

Les dispositifs de coopération au développement ont particulièrement eu à cœur de soutenir le développement des micro et petites entreprises. Cependant, ces initiatives économiques ont souvent périclité en l'espace de peu de temps. L'insuffisance des financements et les modalités d'octroi par « tranches » se sont en effet avérées inadaptées. De fait, l'impact

de ces entreprises en terme de développement et de réalisation personnelle et professionnelle se trouve fortement limité. Contrecarrer cette situation signifie avant tout s'employer à créer une réelle croissance, qui ne peut advenir que par l'investissement productif. Le temps des micro et petites entreprises indépendantes est révolu. Désormais, le projet d'une entreprise

individuelle doit s'inscrire dans un réseau d'entreprise, permettant un allègement des coûts indispensables au bon fonctionnement. Les autorités subsahariennes doivent donc stimuler le développement des services aux entreprises. De leur côté, les autorités européennes doivent inciter au développement de véritables projets de PME, en prenant toute la mesure des effets négatifs du saupoudrage.

Perfectionner l'approche sélective

La coopération décentralisée répond à une logique de projets. Les écueils sont là encore nombreux. D'une part, le libellé des appels, similaire d'une année à l'autre, ne stimule pas le renouvellement des idées et facilite la réplique des projets. D'autre part, les capacités d'analyse et

d'évaluation des projets par un comité responsable ne sont pas toujours des meilleures. La juste appréciation de la faisabilité et pertinence de l'idée se trouve alors biaisée. De là, il est possible d'envisager le retour volontaire des étudiants subsahariens comme un succès seulement

si les autorités financières s'imposent une obligation de capitalisation, et s'appuient sur l'expertise de terrain, notamment celles des jeunes africains eux-mêmes étudiant en Europe, lors des phases d'évaluation qualitative des propositions.

Miser sur la recherche action : Ouvrir l'entreprise à la Recherche

Une culture de l'évaluation insuffisamment performante a pu induire à la limitation de l'impact des projets de développement. Mais cette approche pourrait aussi s'avérer insuffisante dans la mesure où bien souvent elle est menée de manière verticale, externe et n'incite que peu à l'échange entre acteurs, notamment entre pairs. L'objectif de réussite de ces projets passe désormais par une approche de recherche action capable

de stimuler un échange permanent de savoirs et connaissances entre les entreprises, entre les entreprises et organismes de recherche, et également entre ces derniers mêmes. Chaque projet personnel de développement local et personnel des étudiants subsahariens doit devenir un laboratoire de recherche action, articulé autour d'un système de capitalisation des expériences. Chacune des initiatives économiques

deviendrait alors un laboratoire de recherche, au sein duquel l'interaction des acteurs accroît les objectifs de développement. Les administrations européennes et africaines, ainsi que les étudiants, doivent prendre toute la mesure de cet enjeu. Il ne s'agit plus d'offrir une assistance sociale ou économique, mais bien plus scientifique, garante d'un meilleur développement territorial et individuel.

Favoriser l'intégration

Les dispositifs traditionnels de Retour Volontaire se sont particulièrement attachés à prévenir les difficultés sociales et psychologiques de retour dans les pays d'origine. En effet, le Retour Volontaire déplace avec lui la problématique de l'intégration au Nord à celle de la question de la réinsertion au Sud. Jusque là, dans la mesure du possible, les personnes en situation de

retour se voyaient remettre un répertoire listant l'ensemble des contacts locaux qui auraient pu être utiles. Mais en réalité, c'est bien plus l'intégration au sein de la communauté locale qui pose problème. Compte-tenu de la tendance actuelle des Etats subsahariens de se doter d'un Monsieur « Diaspora », il est indispensable que ce responsable prenne la pleine

mesure de cet aspect pour que soient proposées à l'étudiant subsaharien en situation de retour, des mesures dont il aurait la faculté d'activer pour faciliter sa réinsertion sociale dans son pays d'origine.



Micro-trottoir

« ... Rentrer... Je tiens effectivement à rentrer au Togo. Mais, pour l'instant, j'ai un peu de mal à l'imaginer. Ici, en Allemagne, je me suis construite un autre environnement. Je me suis adaptée, j'ai mes amis, j'ai

mes activités. Maintenant, je considère que j'ai tout ici. Donc, l'idée de retourner définitivement parfois me pose problème. En fait, j' imagine le retour en étant dans les deux pays en même temps. Je veux m'investir au Togo. Je ne veux pas

seulement rester ici et ne penser qu'à moi. Je veux réellement aider les gens, les enfants, les jeunes... »

Propos recueillis auprès d'une étudiante actuellement en fin d'études en Allemagne



Micro-trottoir

« ... Je crois que j'ai toujours su que vivre ailleurs, contrairement à ce que certains pensent, ce n'est pas toujours facile. Depuis que je suis petit, mon père me dit : « Ecoute, je vais t'envoyer de l'autre côté. Tu continueras tes études en Europe. Je veux et ferais tout cela pour ton bien ». Je lui ai toujours répondu que cela ne m'intéressait pas, que

mon pays était ici et qu'avec les autres je ne me serais jamais entendu. Donc je suis bien sur favorable au retour mais au jour d'aujourd'hui, je me sens piégé. Quand on rentre, on se retrouve avec une tonne de taxes. Et la seule idée d'y penser n'apporte que le découragement. Je le ressens quand nous en discutons entre camarades : beaucoup

ne veulent pas rentrer parce qu'ils savent déjà qu'il y aura ce blocus. Le gouvernement ne nous donne pas les capacités de pouvoir percer dans certains secteurs. Et c'est vraiment un très grave problème... ».

*Propos recueillis auprès
d'une étudiante actuellement
en fin d'études en Italie*



Projet européen
::: A.V.O.I.R. :::
(jls/2006/return/029)

//return.avoir.it



COMITE PROMOTEUR :

COMUNE DI SENIGALLIA (IT) : Dott. Mandolini Maurizio, puis01@comune.senigallia.an.it
Prof. Esoh Elamé, elame@unive.it
INTEGRATION e.V (DE), Lobe Ndoumbe Cyrille, info@integration-ev.com
F.A.F.R.A.D (FR), Yera Dembele, yera@fafrad.org
UNIVERSITE DE IOANNINA (GR), Georgios Nikolaou, gnikolau@uoi.gr
ASS. ENSEMBLE (IT) : Valérie Darjo, valerie.darjo@gmail.com

Publication réalisée dans le cadre du projet européen "Actions volontaires pour l'Orientation et l'Information au Retour dans leur pays d'origine des étudiants de l'Afrique sub-saharienne en fin de formation" (A.V.O.I.R - ref. JLS/2006/RETURN/029) co-financé par la Commission Européenne – DG Justice, Liberté et Sécurité - Programme RETURN"

La responsabilité exclusive de cette publication est de ses auteurs. Cela ne représente pas l'opinion de la Commission européenne. La Commission européenne n'est pas responsable de l'utilisation qui sera faite des informations ici contenues..